

A RÉGION

ROYBON | Des opposants au projet se sont réunis sur le site pour une action de "désobéissance civile"

Le chantier du Center Parcs perturbé hier matin

Ils s'étaient donné rendez-vous au petit matin, sur le parking de la salle des fêtes de Roybon. Une trentaine d'opposants au projet de Center Parcs se sont réunis, hier, pour une "action non-violente et désobéissance civile". La première du genre sur le site. Officiellement, le groupe partait à la cueillette des champignons... En réalité, la nature et la cueillette s'est révélée bien différente : « Nous allons arracher tout le balisage installé sur le chantier », expliquait un des manifestants au moment du briefing.

Les personnes présentes – de tous âges et tous horizons – ne portaient aucune étiquette : « Nous sommes simplement des citoyens de Saint-André-le-Vert. Malgré tout, notre action est soutenue par différents collectifs, dont l'association "Pour les Chambrans sans Center Parcs" (lire ci-dessous). Nous sommes là en notre nom propre », précisait une autre manifestante.

« Vous venez de bousiller notre boulot ! »

Quelques dizaines de minutes plus tard, le groupe arrivait à l'entrée du chantier, sur les pas des auteurs de la commune. Les chaussures de randonnée aux pieds, pour arpenter les bois des Avenières. Et dès les premiers mètres, la cueillette a été fructueuse. Piquets en bois, barres de fer, rubaliseuses, grillages de chantier... Tout était déterré ou arraché jusqu'à ce que gendarmes ne les aient vus. Le moment choisi par les manifestants pour en-



Une trentaine d'opposants ont déterré ou arraché les marques des géomètres. Les gendarmes ont relevé leurs identités. Photos Le DA/Marc GREINER

tonner une petite chanson sous le nez des forces de l'ordre, avant de faire demi-tour. Dans le calme.

Sur le chemin du retour, en croisant des géomètres et des techniciens, le ton est monté rapidement. L'un d'entre eux interpellait les manifestants : « Vous venez de bousiller notre boulot ! Ça fait une semaine que l'on travaille dans les bois, entre les rochers, le houx et les moustiques. On fait tout à la main ! » L'une des opposantes insistait : « Cette action, ce n'est pas contre vous, mais contre le projet. »

Après quelques minutes de discussions hostiles, le groupe s'est remis en marche, direction la sortie... Où ils étaient attendus par une nouvelle patrouille de gendarmerie. Le capitaine Mouton, de la compagnie de Saint-Marcellin, les prévenait alors : « Si vous marchez, chantez, ramassez des champignons, pas de problème... Mais si vous commencez à enlever les piquets des géomètres, ça devient de la dégradation sur une propriété privée. C'est une infraction. »

Les gendarmes relevaient alors l'identité de tous les ma-

nifestants avant de les laisser repartir.

Vers 10 heures, le groupe se retrouvait une dernière fois devant la salle des fêtes pour débriefer. « Les travaux ont bel et bien été ralentis grâce à cette action, et nous nous en réjouissons. »

Mais les opposants songent déjà à l'étape suivante... « Nous n'en resterons pas là. »

Karine BONNET

Le groupe Pierre & Vacances n'a pas souhaité s'exprimer.

Une plainte pourrait être déposée par les géomètres.

L'INFO EN +

LE PROJET

Le groupe Pierre & Vacances prévoit d'installer un complexe touristique Center Parcs dans le bois des Avenières, sur un terrain de 202 hectares à Roybon. Les dernières autorisations préfectorales et l'achat des terrains ont été signés le 17 octobre. Les travaux de défrichement ont débuté le 20 octobre.

Une action soutenue par l'association "Pour les Chambaran sans Center Parcs"

L'association "Pour les Chambaran sans Center Parcs" (PCSCP) s'oppose depuis le début à ce projet. Son président, Stéphane Péron, expliquait dans un mail : « PCSCP a décidé de rester dans la légalité et, donc, respectera le droit de propriété de Pierre & Vacances et n'organisera pas d'événements à l'intérieur du site... jusqu'à nouvel ordre. Toutefois, notre forme de combat n'est pas la seule possible, et depuis plusieurs jours, les initiatives se multiplient. À notre dernière manifestation, de nombreuses personnes ont exprimé le désir d'agir aussi autrement. »

Justement, l'une des manifestantes précisait hier : « PCSCP s'est concentrée sur



Des recours vont être déposés dans le but de stopper les travaux. Le défrichement a débuté le 20 octobre. Photo Le DU/Marc GRENER

l'action juridique et les analyses techniques. Nous devons maintenant créer une organisation pour des actions sur le terrain. Des actions hors-cadre... » Une réunion devrait être organisée d'ici la fin de la

semaine pour coordonner les différentes initiatives.

En parallèle, la Frapna Isère et PCSCP devraient déposer dans les semaines à venir des recours contre les arrêtés préfectoraux.

Dauphiné Libéré 30 octobre 2014

ISÈRE | Après l'interview du neurochirurgien grenoblois parue dans nos colonnes lundi dernier

Le collectif "Pièces et main-d'œuvre" répond au Professeur Alim-Louis Benabid

Après l'interview parue dans nos colonnes lundi dernier, 27 octobre, "Pièces et main-d'œuvre" a tenu à réagir par le communiqué suivant : « Le Professeur Alim-Louis Benabid, président du directoire de Clinatéc, clinique expérimentale du cerveau, fondée par le CEA-Minatec et le CHU, a donné un entretien au *Dauphiné Libéré* le 27 octobre 2014. À la question "pourquoi n'a-t-on pas le droit de visiter Clinatéc ?", il répond : "Parce que nous sommes au CEA, où des labos sont couverts par le secret industriel. Et puis, c'est sûr que les circonstances « terroristes » ne nous facilitent pas

les choses. Je veux parler du collectif "Pièces et main-d'œuvre", qui veut nous traîner devant le Tribunal international pour crime contre l'Humanité. C'est du délire ! D'après eux, je travaillais pour que les singes puissent voter qu'il y a deux ans, je faisais une conférence sur Parkinson et il y en a un qui m'insultait en disant que je pilotais le mental des gens. J'en étais malade ! »

En fait de "terrorisme", "Pièces et main-d'œuvre", atelier de bricolage pour la construction d'un esprit critique à Gre-

noble, n'a jamais lancé de mots. Plus de 500 articles en ligne sur www.piecesetmaindoeuvre.com depuis 2001 et quinze livres d'enquêtes, publiés aux éditions L'Échappée. »

« Il y a effectivement de quoi être malade »

Et le collectif de poursuivre : « "L'industrie de la contrainte", paru en 2011, est consacré notamment aux activités d'Alim-Louis Benabid et de Clinatéc. Il n'y est nullement question de singes électeurs de Sarkozy. Voici les propos verbatim du Professeur Benabid lors de sa conférence du

17 janvier 2012, sur Parkinson : "Avec les électrodes et les implants cérébraux, on peut changer la personnalité de quelqu'un qui était anormal, pour le remettre dans la normalité. On peut faire passer les gens d'un état suicidaire à un état jovial. Faut-il en conclure qu'on peut manipuler les gens et les faire marcher au pas cadencé ? Certes, mais on les fait tellement marcher au pas cadencé par d'autres moyens."

Il y a effectivement de quoi être malade. Plus de dix ans après nos enquêtes critiques, la presse s'inquiète des dangers des nanotechnologies.

Après les pesticides qui pro-

voquent la maladie de Parkinson (quoiqu'Alim-Louis Benabid ait nié cette vérité scientifique lors de sa conférence de janvier 2012), les nanoparticules préparent la prochaine vague de tumeurs et de maladies neurodégénératives. Les dégâts infligés au cerveau par les nanoparticules – qui franchissent la barrière hémato-encéphalique (voir "Nanotoxiques", de Roger Lenglet, Actes Sud) – promettent des développements fructueux pour la recherche médicale et un afflux de cobayes humains à "traiter" à Clinatéc. Cela ne rend pas malade le Professeur Benabid ; nous, si. »



LDL38SGE105

VOS LOISIRS